

Avec Jean-Pierre BOSINO et la liste « *l'humain d'abord au cœur de la République* » :



**une voix forte et combative
pour résister et agir avec vous.**

Madame, Monsieur,

Dimanche 24 septembre, vous élierez les sénatrices et sénateurs de l'Oise.

Le Sénat, selon l'article 24 de la Constitution, assure la représentation des collectivités territoriales, et les projets de loi ayant pour objet l'organisation des collectivités territoriales lui sont donc soumis obligatoirement en premier lieu.

Mais la situation politique donne à ce scrutin, un enjeu encore plus grand pour l'avenir de nos concitoyens, de nos territoires et de la République, car le pouvoir annonce de nouvelles attaques violentes contre les collectivités territoriales.

Ainsi M. Macron, le 17 juillet, dans la Conférence nationale des territoires, a fixé de nouveaux objectifs de réductions des dotations de l'Etat aux collectivités, avec une annulation immédiate de 300 millions d'euros de crédits s'ajoutant aux amputations lourdes déjà subies ces dernières années.

Il a également insisté sur la nécessité de « *tendre à deux niveaux seulement d'administration en-deçà du seuil régional* », ce qui signifie concrètement la disparition de la commune ou du département, ou les deux, dans le cadre de la métropole, et un nouvel éloignement des lieux de décision vis-à-vis des citoyens.

La suppression, même partielle, de la taxe d'habitation amplifiera encore l'étranglement des communes déjà mises à genoux par les réductions des dotations.

Ce sont autant de coups très durs contre la libre-administration des collectivités territoriales, contre la démocratie locale, contre les services publics de proximité et donc contre la République elle-même.

On le voit, loin du « changement » souhaité par les français, toutes les mesures annoncées par le gouvernement - composé d'hommes de droite, d'anciens bras-droits de F.Hollande et de dirigeants de la finance et du CAC 40 - poursuivent et aggravent le pire des quinquennats précédents !

M. Macron et les siens y ajoutent **un discours méprisant et insupportable pour le peuple et ceux qui ne partagent pas leurs choix**, comme Jean-Pierre Bosino avait pu personnellement en faire l'expérience à travers les réponses condescendantes à ses interpellations au Sénat lorsque M. Macron était Ministre de l'Economie et des Finances.

Pour mener cette politique dévastatrice pour notre peuple et nos territoires, le nouveau Président entend faire taire toute opposition pour empêcher une voie alternative.

Il souhaiterait un Sénat soumis, avec un groupe macroniste « godillot », et une majorité UDI-Les Républicains et un groupe socialiste qui oscillent entre soutien critique au gouvernement et opposition circonstancielle, comme on l'a vu tout cet été durant la session parlementaire.

Le seul groupe qui, hier comme aujourd'hui, a adopté un positionnement clair de résistance aux politiques libérales et d'austérité, c'est le groupe Communiste, Républicain et Citoyen auquel Jean-Pierre Bosino a participé durant trois années.

Notre groupe a été le seul à s'opposer à la Loi NOTRe - que tout le monde fait mine de regretter aujourd'hui -, le seul groupe à voter contre les gels puis baisses de dotation aux collectivités, le seul groupe à défendre de manière constante et cohérente les services publics contre toutes les privatisations et suppressions de moyens et d'emplois, le seul groupe à mener le combat pour un autre rôle des banques et une lutte résolue contre l'évasion fiscale des riches et des grandes sociétés.

Notre groupe a porté sur toutes ces questions des propositions concrètes alternatives dont vous avez pu prendre connaissance dans un document complet que nous vous avons fait parvenir ou en les retrouvant sur le site internet <https://groupe-crc.org/>

Le vote pour notre liste est donc le seul vote qui garantit, au sein de l'hémicycle sénatorial, l'expression d'une voix différente, d'une voix porteuse de l'inquiétude et de la colère mais aussi des besoins, des aspirations du peuple et de ses élu-e-s, de l'intérêt de nos collectivités et de nos territoires.

***Ce sera le seul vote véritablement utile pour vous le 24 septembre !
Nous comptons sur vous comme vous pouvez compter sur nous.***



Jean-Pierre BOSINO,
Maire de Montataire,
Sénateur de l'Oise
de mai 2014 à juin 2017



Hélène BALITOUT,
Conseillère
départementale,
Maire-adjointe
Ribécourt-Dreslincourt



Alain BOUCHER,
Maire de
Monchy-St-Eloi



Caroline BESSE,
Militante associative,
Agnetz



Gilles LAVEUR,
Maire de
Bonneuil-en-Valois



Caroline BREBANT,
Maire-adjointe
à Saint-Maximin

L'argent existe pour d'autres choix :

- 60 à 80 milliards d'évasion fiscale des riches chaque année (Rapport Commission sénatoriale)
- En 20 ans, la valeur des 500 plus grosses fortunes françaises est passée de 80 à 570 milliards.
- AU 1^{er} semestre 2017, les sociétés du CAC 40 ont encaissé des profits record de 52 milliards

Nos engagements :

- **exiger une réforme juste des finances et de la fiscalité locale faisant contribuer enfin les énormes richesses financières du pays et garantissant aux collectivités des ressources pérennes permettant de répondre aux besoins de la population ;**
- **agir pour que les obligations de service public soient respectées** par les grandes entreprises (La Poste, Orange, la SNCF...) en particulier en zones rurales. Le service public ne peut-être piloté que par la rentabilité financière mais doit viser à l'utilité humaine et sociale ;
- déterminer nos votes, nos actes exclusivement sur la base de **la défense des intérêts de nos concitoyens, de nos collectivités, de notre pays** et non de la soumission à une oligarchie qui capte les richesses produites à son unique profit ;
- tout faire pour **que les engagements pris par l'Etat, par l'Europe soient respectés** sur les liaisons fluviale Seine Nord Europe et ferroviaire Roissy-Picardie, alors qu'une fois encore ce sont les collectivités territoriales qui sont en pointe pour que ces projets voient le jour et aient le maximum de retombées positives en terme d'aménagement du territoire et de créations d'emplois ;
- agir pour **valoriser et développer notre agriculture et notre industrie**, comme réponses aux besoins humains et aux défis environnementaux de notre époque, pour que des choix nouveaux soient faits qui mettent **l'humain, la qualité de vie, l'environnement, l'emploi au cœur de toutes les politiques.**